



Sommaire

ÉDITORIAL

1

LES MODELES MACROECONOMIQUES EN USAGE DANS LES PAYS MEMBRES D'AFRISTAT

2

NOUVELLES D'AFRISTAT

5

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

6

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT

7

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

8

ÉCHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

10

RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES

12

Éditorial



Le troisième trimestre de l'année 2013 a permis principalement à la Direction Générale d'AFRISTAT de préparer et d'organiser les réunions statutaires du second semestre de l'année courante et de poursuivre les efforts de renforcement des capacités de ses experts.

Dans le cadre de la préparation des réunions statutaires, organisées à Bamako, l'Observatoire a proposé de renouer avec l'organisation des séminaires à l'intention des Directeurs généraux des INS des Etats membres. C'est dans cette perspective que les thématiques de la « Législation statistique » et « Open data » ont été abordées le jour qui précéda la tenue de la 28ème session du Comité de direction.

Auparavant, la 18ème réunion du Conseil scientifique a permis d'examiner, en plus des préoccupations traditionnelles sur le programme et le rapport d'activité, l'étude réalisée par la Direction générale sur le thème « Promouvoir une croissance accélérée, durable, créatrice d'emplois et d'activités génératrices de revenus au Mali : Quels leviers ? »

Pour la réussite de ces réunions statutaires, une attention particulière a été accordée à l'exécution des recommandations de la précédente réunion du Comité de direction. En effet, les dossiers relatifs à la répartition des contributions des Etats membres au 3ème Fonds AFRISTAT, à l'étude sur la faisabilité de la délocalisation en Afrique de l'organisation des concours communs d'entrée dans les écoles africaines de statistique et le financement des bourses d'études, la clarification de la situation d'Etat membre du Cap-Vert puis la conception des fiches d'évaluation de la qualité des prestations d'AFRISTAT ont été tous pris en charge.

Au cours du trimestre sous revue, la Direction générale a, suite au remaniement du Gouvernement intervenu en Guinée Bissau au mois de juin 2013, organisé une mission du 26 au 28 août 2013 à Bissau pour rencontrer SEM. Soares Sambu, Ministre de l'Économie et de l'Intégration Régionale, nouveau Président du Conseil des Ministres d'AFRISTAT, afin de lui présenter les dossiers en cours et recueillir ses orientations.

Sur la base de ses ressources propres et des appuis multiformes de ses partenaires, AFRISTAT a multiplié les actions de renforcement des capacités de ses experts, notamment dans les domaines des statistiques environnementales, de la démarche qualité et de la modernisation de la gestion des centres de documentation. Dans le même sens, AFRISTAT a obtenu un financement auprès du Fonds CESD-Statisticiens pour le développement pour soutenir le renforcement des capacités de ses experts.

Enfin, l'Observatoire a pris des dispositions particulières pour accélérer l'exécution du PRCS-BAD III aussi bien dans tous les pays sous sa coordination qu'à son niveau propre afin de rattraper les retards accusés dans la phase de mise à disposition des dotations budgétaires.

Cosme VODOUNOU, Ph D.
 Directeur Général d'AFRISTAT

Les modèles macroéconomiques en usage dans les pays membres d'AFRISTAT

Présenté par Serge Jean Edi, expert économiste principal

Les modèles macroéconomiques sont les outils dont se servent les économistes pour réaliser des prévisions et analyses des politiques économiques. Ils permettent de mieux comprendre les phénomènes économiques et constituent ainsi un point de départ dans la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux actuels des sociétés.

Ces modèles sont très utilisés par les économistes, les enseignants et chercheurs des Etats et des organisations internationales d'appui techniques, de financement et de développement économique.

Ces pays et institutions disposent chacun d'un ou plusieurs modèles macroéconomiques dans le cadre de leurs activités de régulation, de gestion de politique économique, et de suivi de programmes économiques et financiers.

Le présent article s'attellera à présenter : (i) la définition et le rôle des modèles macroéconomiques, (ii) les caractéristiques des différents types de modèles macroéconomiques existants, utilisés dans le monde économique en général, (iii) l'historique de leur implantation dans les pays africains, en particulier ceux qui sont membres d'AFRISTAT, (iv) l'état des lieux de l'utilisation actuelle de ces modèles par ces pays, (v) les difficultés rencontrées dans la gestion de ces modèles et (vi) les recommandations faites par AFRISTAT pour faire face à ces difficultés et rationaliser leur utilisation.

I. Les modèles macroéconomiques : Définition et rôle

Qu'est ce qu'un modèle macroéconomique ?

Au sens général, un modèle est une représentation simplifiée de la réalité. Il repose toujours sur une théorie préalable qui permet de privilégier tel aspect du réel, telle relation causale.

« Les modèles économiques sont des théories qui synthétisent souvent en termes mathématiques, les relations entre variables économiques. Ils aident à éviter les détails non pertinents et à centrer l'attention sur les liaisons économiques essentielles » (MAN-KIWI N. Gregory, 2005).

Il découle de cette définition que le modèle macroéconomique aura à synthétiser les relations entre les agrégats macroéconomiques (Produit intérieur brut, investissement, consommation finale, exportations, importations, etc.) au niveau d'un pays (modélisation macroéconomique nationale) ou pour un ensemble de pays (modélisation macroéconomique multinationale) et aura à tenir compte de la simultanéité des comportements des différents agents économiques et de leurs intérêts souvent divergents (maximisation des profits du producteur).

Un modèle macroéconomique pour quoi faire ?

Un modèle macroéconomique peut être utilisé à plusieurs fins en fonction du champ traité, des objectifs recherchés, des méthodes employées et du courant de pensée économique dont il s'inspire.

Il peut donc être utilisé pour :

- prévoir la réalité proche (prévision à court terme) ou la réalité plus éloignée (prévision à moyen et long termes) ;
- connaître et interpréter les conséquences de certaines mesures de politiques économiques prises par un Etat ou une institution (modélisation pour des études d'impact) ;
- faire des simulations visant à tester l'efficacité de mesures de politique économique afin d'éclairer les décideurs sur leur pertinence ;
- mieux comprendre le fonctionnement général de l'économie.

II. Les différents types de modèles macroéconomiques

Les modèles macroéconomiques peuvent être classés en au moins cinq (5) types :

- les modèles macro économétriques ;
- les modèles Vecteur Autorégressif (VAR) ;
- les modèles d'équilibre général calculables (MEGC) ;
- les modèles de cycles réels ;
- les modèles quasi comptables.

1. Les modèles macro économétriques

Un modèle macro économétrique est un ensemble d'équations retraçant l'évolution des principales grandeurs économiques d'un pays. Les paramètres de ces équations sont estimés par l'économétrie sur la base des observations passées.

Ces modèles sont utilisés pour réaliser des projections économiques et pour analyser les effets de politiques économiques. Les prévisions et les analyses de politiques qu'ils

proposent sont largement conditionnées par les éléments de théorie économique qu'ils contiennent (Epaulard, 1997).

Ces modèles sont souvent utilisés dans les pays pour la réalisation des comptes économiques annuels et trimestriels par la Direction en charge des prévisions et par les INS.

2. Les modèles Vectoriels Autorégressif – VAR

Le Vecteur Autorégressif (VAR) est un modèle statistique qui a été développé par Christopher Sims au début des années 1980 permettant de capturer les interdépendances entre plusieurs séries temporelles. Dans un modèle VAR, les variables sont traitées symétriquement de manière à ce que chacune d'entre elles soit expliquée par ses propres valeurs passées et par les valeurs passées des autres variables.

Selon Epaulard (1997), ce type de modèle a été construit pour répondre à certaines insuffisances des modèles macro économétriques dans leur construction.

Les modèles VAR sont assez simples d'utilisation et moins coûteux à mettre en place. Ils donnent des résultats beaucoup plus précis dans les prévisions à court terme.

3. Les modèles d'équilibre général calculable

Les modèles d'équilibre général calculable (MEGC) sont une classe de modèles économiques, qui utilisent des données économiques pour estimer comment une économie pour-

rait réagir à des changements de politique, de technologie, de ressources, ou d'autres facteurs externes. Ils décrivent le comportement d'optimisation microéconomique des différents agents d'une économie, calculent les prix relatifs permettant d'assurer l'équilibre sur tous les marchés et déduisent l'allocation des ressources et la répartition qui en découle. Le cadre comptable des MEGC repose sur les matrices de comptabilité sociale (MCS) qui allient les données de comptabilité nationale et celles des enquêtes auprès des ménages.

Les principes de base de ces modèles :

- ce sont les prix qui s'ajustent de façon à assurer l'équilibre simultané sur tous les marchés. A l'équilibre, l'offre est donc égale à la demande sur tous les marchés y compris le marché du travail ;
- chaque agent (principe de l'agent représentatif) agit de façon à maximiser une fonction spécifique (fonction d'utilité pour le consommateur, de profit pour l'entreprise) sous une contrainte spécifique (contrainte budgétaire pour le consommateur, contrainte technologique pour l'entreprise).

Les MEGC sont utilisés pour étudier les effets à long terme des mesures de politique économique structurelles. Leur perfectionnement a permis d'introduire les modèles dynamiques, les comportements inter temporels ou encore les microsimulations.

4. Les modèles de cycles réels (RBC)

Les économistes nouveaux classiques ont cherché à écrire un modèle macro économique retraçant l'évolution cyclique de l'économie. Ils partent du postulat que l'économie réelle ne connaît pas de régularité puisque l'on observe des périodes d'expansion rapide suivies de moments où la croissance est faible voire négative. Ceci se matérialise par des successions de chocs, comme la sécheresse une année, les catastrophes naturelles, la crise économique, une guerre ou une révolution chez le partenaire, l'apparition d'une nouvelle génération de produits informatiques ou encore un cargo pétrolier qui coule. Ces facteurs modifient les conditions de production et suffisent, selon les auteurs, à engendrer les cycles économiques que nous observons.

Ces économistes reprennent alors le MEGC, et le modifient pour tenir compte de l'incertitude et des chocs réels qui surviennent : c'est le modèle RBC (real business cycles) initialement proposé par Kydland et Prescott et par Long et Plosser au début des années 1980 et pour lesquels les travaux continuent

aujourd'hui. Un exposé complet des ambitions et des méthodes de ce programme de recherche peut être consulté dans les travaux de Hénin (1989).

Ces types de modèles du cycle réel, sont aujourd'hui connus sous le nom de modèles DSGE (Dynamic Stochastic General Equilibrium ou, en français, modèles d'équilibre général dynamiques et stochastiques) (Epaulard, Laffargue et Malgrange 2008).

5. Les modèles quasi comptables ou modèles de type TABLO

Selon Blaise Leenhardt et Gaston Olive, les modèles de type TABLO, ou modèles quasi-comptables, ont été conçus, pour projeter l'économie de pays ne disposant que de séries courtes, voire d'une seule année de comptabilité nationale. Ils proposent de respecter le cadre comptable cohérent des comptes, dans le degré de détail adapté aux données statistiques disponibles, en se limitant éventuellement à une partie des sous-comptes ou en regroupant certains agents ou certaines opérations. Les comportements sont principalement traduits par des ratios constants (coefficients techniques, propension à épargner, vitesse de circulation de la monnaie, taux apparents de fiscalité, taux d'intérêt et de remboursement apparents, coefficients budgétaires, taux de marge). Le modèle quasi-comptable est un instrument rustique qui garantit la cohérence comptable des prévisions. Ainsi, ces modèles permettent d'établir des prévisions à court terme pour l'élaboration du budget économique. Les soubassements théoriques du modèle sont d'inspiration keynésienne, sauf pour le secteur primaire et l'administration publique qui sont constitués de branches d'offre.

Ces modèles sont construits sur la base des tableaux statistiques suivants : (i) la matrice de la production des branches, (ii) le tableau ressources et emplois (TRE), (iii) Le tableau des comptes économiques intégrés et (iv) le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

III. L'historique de l'implantation de ces modèles dans les pays membres d'AFRISTAT

Dès leur accession à l'indépendance dans les années 1960, les pays africains se sont donnés comme tâche immédiate, l'élaboration de plans de développement. Mais, le faible développement de la statistique d'alors a contraint dans plusieurs pays, les responsables des ministères des finances et des banques centrales, à prendre des décisions quotidiennes sans référence à des perspec-

tives économiques et à préparer les lois de finances en l'absence d'une vision claire et cohérente des phénomènes conjoncturels et de leurs conséquences.

Le besoin de prévision à court terme s'est fait sentir dans les pays africains dès les années 1970 avec les importantes fluctuations des prix des matières premières et l'inflation dues à la crise mondiale. D'autres raisons plus profondes et nouvelles sont à mettre à l'actif de l'expérience acquise par la pratique de la planification, le poids croissant de la puissance publique, l'amélioration de l'appareil statistique et l'approfondissement de l'analyse économique (Olive Gaston, Winter Gérard, 1977).

Ainsi, ces années ont vu la mise en place des premiers services de prévision économique dans certains pays africains dont le Sénégal, le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

Ce phénomène s'est accentué dans les années 1980, où on a assisté à la mise en place, dans plusieurs pays, de services spécialisés au sein de l'administration pour assurer une meilleure analyse et conception de la politique économique et mieux maîtriser les déséquilibres macroéconomiques. Ainsi, leur fonction principale était la confection des budgets économiques qui s'est élargie progressivement à celle de cellule d'études et de conseils sur l'ensemble des problèmes macroéconomiques.

C'est à partir de la décennie 1980 que les modèles macroéconomiques ont commencé à être implantés dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Ainsi, le modèle MEGA du Gabon a été créé en 1981, le modèle BUDGETCO en Côte d'Ivoire en 1986, UMGANDA du Rwanda en 1987, etc. (voir le tableau de la partie IV).

Ces modèles, dont la plupart sont encore utilisés dans ces pays, ont connu progressivement et jusqu'à aujourd'hui, des reprogrammations au rythme du développement de l'informatique et des méthodes statistiques, avec l'évolution des tableurs qui sont passés de Multiplan à Lotus 123 ensuite à Excel et la création d'autres logiciels comme Eviews, Matlab et GAMS.

IV. Etat des lieux des modèles macroéconomiques utilisés dans les Etats membres d'AFRISTAT

La plupart des Etats membres d'AFRISTAT disposent aujourd'hui au moins d'un modèle macroéconomique pour leurs travaux de

prévisions macroéconomiques et budgétaires et de simulations de politique économique.

Selon les informations collectées, l'Union des Comores, Djibouti, la Guinée Bissau, la

Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe n'en disposent pas faute de bulletin de synthèse conjoncturelle et de service en charge des prévisions macroéconomiques. Ils bénéficient généralement de l'appui technique

des bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale) qui utilisent leur propre modèle pour la mise en place et le suivi du programme économique et financier de ces pays.

Pays	Modèle de CT	Date de création ; réécriture	Organisme d'appui	Modèle de MT et LT existant ou en cours de création	Organisme d'appui
Bénin	MOSARE	2000		MEGC, T21	UEMOA, CEDEAO
Burundi	MACMOD_BI	2009	Banque mondiale		
Burkina Faso	IAP	1995 ; 2010	GIZ	MEGC, T21	UEMOA, CEDEAO
Cameroun	SIPAE	2000, 2010	PNUD		
Centrafrique	MQC	1990 ; 2010		TABLO	BAD
Congo	MAC-CONGO	2009	Cabinet INTDEC		
Cote d'Ivoire	BUDGETCO	1986, 1998 ; 2008	BAD	ECOMAC, MEGC, T21	UEMOA, CEDEAO
Gabon	MEGA	1981, 1992	Gabon	PEGASE	
Guinée	MSEGUI	1996,			
Mali	MME-DNPD	2003, 2008	GTZ	MEGC, T21	UEMOA, CEDEAO
Mauritanie	MQC	2011,	PNUD		
Niger	AYOROU	2001	Niger	MEGC	
Sénégal	SIMPRES	1980, 2006	Sénégal	MEGC	
Tchad	SIGNET	2010	Banque mondiale	MEGC	PNUD
Togo	PRECOMAT 2.0	2005	Union européenne	MEGC	UEMOA

MQC : modèle quasi comptable ; GTZ, GIZ : coopération allemande

Utilisation de ces modèles

C'est l'utilisation qui détermine le type de modèle à mettre en place et ses fonctionnalités. Les Etats membres d'AFRISTAT disposant de modèles les utilisent à plusieurs fins, à savoir :

(i) Prévisions macroéconomiques à court terme (CT)

Pour une année N, le modèle de prévision à CT permet de prévoir les comptes de l'année N-1, N et N+1. C'est généralement le modèle macroéconomique le plus utilisé dont disposent les pays au sein de la direction en charge des prévisions macroéconomiques du ministère de l'économie. Ce modèle est utilisé pour :

- **des prévisions de dépenses et de recettes** : pour faire le cadrage macroéconomique en vue d'élaborer le budget de l'Etat et de préparer la loi des finances ;

- **des politiques économiques** : analyse de la politique monétaire et de change (suivi des indicateurs de taux de change, de taux d'intérêt et de la masse monétaire et ses contreparties) ;

- **des politiques budgétaires** : suivi des recettes fiscales, des dépenses budgétaires, niveau d'endettement public, du TOFE.

La plupart des pays utilisent un modèle quasi comptable basé ou non sur le Tableau des

Ressources et Emplois (TRE).

Seuls le Sénégal et le Togo utilisent un modèle macroéconométrique.

(ii) Prévisions macroéconomiques à moyen terme (MT)

Pour une année N, le modèle de prévision à MT permet de prévoir les comptes de l'année N+2 à N+5. Tous les pays utilisent le même modèle de CT pour des prévisions macroéconomiques de MT.

Ces prévisions sont nécessaires à la mise en place d'un programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International qui a besoin de connaître l'évolution prévue de la croissance à moyen terme de l'économie à financer. Ce modèle est également utilisé pour des simulations de politique économique et des analyses d'impact. En dehors des modèles de CT et MT, la plupart des pays de l'UEMOA disposent aussi d'un MEGC base 2007 produit par la commission de l'UEMOA pour les simulations de politique économique et la mesure de l'impact des accords de partenariat économique (APE) avec l'union européenne. La commission de l'UEMOA devrait disposer à terme d'une MEGC multi pays.

Par ailleurs les pays membres de la CEDEAO disposent du modèle Threshold 21 (T21) produit par la Commission de la CEDEAO pour les prévisions à moyen et long termes dans le cadre du programme de développement communautaire (PDM).

(iii) Prévisions macroéconomiques à long terme (LT)

Très peu de pays disposent d'un modèle de long terme. Ces modèles sont souvent utilisés pour des travaux de recherche et de prospective. Il y en existe dans les institutions de recherche agronomique (Sénégal), économique et les cellules de lutte contre la pauvreté.

Les modèles utilisés sont généralement des MEGC. Le modèle T21 mis en place dans les pays de la CEDEAO est utilisé pour des travaux de prospective.

Aujourd'hui, l'attention est particulièrement portée sur l'élaboration et le suivi des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) et des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT). Le CDMT global est un instrument de programmation triennal glissant dont l'objectif est d'assurer la traduction budgétaire annuelle d'une stratégie pluriannuelle tout en respectant un cadre financier contraint. Il

permet de mettre en relation les stratégies à moyen terme d'un Etat et ses possibilités financières. Plusieurs pays membres d'AFRISTAT tentent d'intégrer dans leur modèle des modules de CDMT.

Ressources humaines

Dans chaque pays, il y a en moyenne 2 à 3 personnes qui travaillent directement sur le modèle. Ces personnes bénéficient de formations et d'assistance technique ponctuelles de façon irrégulière, surtout à l'occasion de l'amélioration du modèle.

Résultats produits

Les résultats des projections fournissent des informations sur le PIB et ses composantes dans l'optique production et dépense, en volume et en valeur, des projections budgétaires, du TOFE, des CDMT, etc. Les modèles quasi comptables fournissent souvent le Tableau des ressources et emplois (TRE) en valeur et en volume.

V. Difficultés rencontrées par les pays dans l'utilisation des modèles

Il existe en Afrique une demande de plus en plus croissante de modèles macroéconomiques sophistiqués (Rolf Meier et Marc Raffinot, 2006) au rythme des disponibilités de financement. Cela pose cependant un certain nombre de difficultés, à savoir :

- le manque ou l'insuffisance de ressources humaines hautement qualifiées qui pose un problème d'appropriation des modèles par les cadres ;
- les cadres en charge des modèles ne bénéficient pas régulièrement de formations ;
- certains modèles sont abandonnés dès le départ des cadres chargés de leur fonctionnement ;

- certains modèles trop sophistiqués ne peuvent être améliorés que par les consultants qui les ont conçu et courent le risque d'être abandonnés un jour faute de maintenance ;
- les pays éprouvent des difficultés à trouver des ressources financières pour la maintenance, la mise à jour et l'actualisation des modèles ;
- l'insuffisance ou l'absence de données statistiques sur les indicateurs conjoncturels ne permet pas d'effectuer de bonnes projections macroéconomiques.

VI. Recommandations d'AFRISTAT

Les modèles macroéconomiques sont indispensables aux pays pour l'élaboration de leurs budgets économiques et la réalisation de simulations et d'analyses d'impacts de politiques économiques.

Selon les financements disponibles, il y a une demande importante de modèles de plus en plus sophistiqués conformes aux derniers développements de la théorie macroéconomique. Mais, leur mise en place et leur gestion quotidienne nécessitent des moyens humains, matériels et financiers que les pays ont du mal à réunir.

Face à cette situation, AFRISTAT recommande de ce qui suit :

- utiliser, pour les prévisions macroéconomiques à court terme, un modèle simple d'élaboration et d'utilisation, de préférence quasi comptable ;
- ne pas utiliser le même modèle pour les prévisions macroéconomiques de court terme et les prévisions macroéconomiques de moyen terme car certaines

hypothèses de court terme ne sont pas valables dans un modèle de moyen terme ;

- les initiatives sous-régionales de mise en place de modèle harmonisé de moyen et long termes dans les pays sont à encourager et sont une solution au problème de maintenance et de la pérennisation du modèle. Le renforcement des capacités des cadres à l'appropriation du modèle sera favorisé par les échanges entre les pays ;
- des initiatives similaires pour les modèles de court terme sont recommandées par AFRISTAT qui continue d'appuyer les pays membres à la mise en place et à l'utilisation du modèle de type TABLO ;
- dans les années à venir, AFRISTAT s'attèlera à promouvoir le MEGC dans les pays membres.

Bibliographie

EPAULARD, Anne. (1997), Les modèles appliqués de la macroéconomie, Paris
EPAULARD Anne, LAFFARGE Jean Pierre, MALGRANGE Pierre. (2008). La nouvelle modélisation macroéconomique appliquée à l'analyse de la conjoncture et à l'évaluation des politiques : les modèles dynamiques stochastiques d'équilibre général (DSGE). halshs-00270900, version 1 - 7 avril 2008
MANKIW N. (2005), Macroeconomics,
OLIVE Gaston, WINTER Gerard. Les budgets économiques dans les pays en voie de développement. In: Statistiques et études financières. Numéro 26, 1977. pp. 29-51.

RAFFINOT M. (1984), Système d'information statistique et prévision en Afrique : éléments de diagnostic ; STATECO Numéro 40.
Rolf Meier et Marc Raffinot (2006), Faut-il continuer à élaborer en Afrique des modèles quasi comptables centrés sur les tableaux ressources emplois ; STATECO Numéro 100.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

Visite du Directeur Général d'AFRISTAT au Président du Conseil des Ministres en Guinée Bissau

En vue de la préparation de la 23ème session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT, le 2 octobre 2013 à Paris, une délégation d'AFRISTAT conduite par M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT et comprenant Mme Boukenem Fatima Diallo, chargée de communication a rendu une visite de courtoisie et d'échanges à son Excellence M. Soares Sambu, Ministre de l'Économie et de l'Intégration Régionale de la Guinée Bissau, Président du Conseil des

Ministres d'AFRISTAT.

Les échanges ont porté sur le compte rendu de la dernière réunion du Conseil des Ministres tenue le 7 avril 2013 à Dakar, les points inscrits à l'ordre du jour de la 23ème session du Conseil des Ministres prévue le 2 octobre 2013 à Paris ainsi que la répartition des contributions au Fonds AFRISTAT 2016-2025.

La délégation d'AFRISTAT a aussi rencontré au cours de cette visite, MM. Gino Mendes

et Nicolau Dos Santos, respectivement Ministre des Finances et Ministre de l'Agriculture de la Guinée Bissau.

Les rencontres avec ces deux personnalités ont permis d'une part, de faire le point sur la situation des contributions de la Guinée Bissau au Fonds AFRISTAT 2006-2015 et d'autre part, de dégager des pistes de travail pour accompagner le pays dans le domaine des statistiques agricoles.



SEM Soares Sambo, Ministre de l'Économie et de l'Intégration Régionale de la Guinée Bissau, Président du Conseil des Ministres d'AFRISTAT et M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT en entretien.

Stages

- M. Issoufou Saidou, étudiant à l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (ENSAE) de Dakar, effectue un stage à AFRISTAT, du 22 juillet au 21 octobre 2013. Il travaille, sous la supervision du Directeur Général, sur le thème : « Construction d'une matrice de comptabilité sociale (MCS) multi-pays avec application aux pays membres de l'UEMOA ».
- M. Maxime Nakizenon, étudiant à l'Ecole Nationale de la Statistique et de
- l'Analyse Economique (ENSAE) de Dakar et Mlle Elodie Zalo, étudiante à l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, effectuent un stage commun de 3 mois à partir du 17 juillet à AFRISTAT au sein du CERA. Ils travaillent sur le thème « Analyse multidimensionnelle de la pauvreté : un bilan méthodologique ».
- M. Gonin Faustin Karamoko, étudiant à l'Ecole Nationale Supérieure de
- Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, bénéficie d'un stage de trois mois, à partir du 29 juillet, à AFRISTAT au sein du CERA. Dans ce cadre, il travaille sur le thème « Analyse des conditions de vie des chefs d'unité de production informelle : une étude de cas au Congo ».

Activités de la Direction générale

Programme multilatéral de Renforcement des Capacités Statistiques des PMR de la BAD (PRCS-BAD)

• M. Serge Jean Edi, expert économiste principal, a représenté AFRISTAT à l'atelier régional de validation des données des enquêtes spécifiques et des questionnaires MORES relatifs aux comptes nationaux et autres questionnaires – PCI Afrique 2011, organisé par la Banque africaine de développement (BAD) du 15 au 19 juillet 2013 à Nairobi au Kenya.

Cet atelier a été organisé à l'intention des pays membres d'AFRISTAT, ceux de l'Union

du Maghreb Arabe (UMA) et ceux de la SADC. A l'issue de l'atelier, les représentants des pays présents ont : (i) validé les données relatives aux comptes nationaux de l'année de référence 2011 et finalisé le formulaire MORES, (ii) révisé et validé les résultats des comptes nationaux du PCI 2005, (iii) finalisé la mise en forme et la validation des données des enquêtes spécifiques et des autres questionnaires et (iv) soumis les résultats de leurs pays respectifs à la BAD.

• Dans le cadre du renforcement des capacités en gestion des bases de données, Mme Boukenem Fatima Diallo, expert assistant chargée de communication a bénéficié d'une formation sur le logiciel PMB à Dakar, du 11 au 24 août 2013.

Ce logiciel sera déployé à AFRISTAT et dans les Etats membres pour la gestion des bases de données bibliographiques.

Programme d'Appui Institutionnel au Togo

• Une délégation d'AFRISTAT composée de M. Lamine Diop, Chef d'équipe et M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion, a

réalisé du 12 au 16 août 2013, une mission d'assistance technique au Togo dans le cadre de l'exécution du contrat de prestation de service liant AFRISTAT au

Gouvernement du Togo sur financement de l'Union européenne pour la mise en œuvre du volet 3 « Appui à la statistique » du deuxième Projet d'appui institutionnel

à l'Etat togolais » (PAI 2). Il s'agit de la quatrième mission d'AFRISTAT dans le cadre de l'exécution de ce contrat.

Cette mission a permis d'atteindre les objectifs visés, à savoir : (i) l'organisation

et l'animation les 13 et 14 août 2013 de l'atelier des groupes de travail ; (ii) l'examen et la validation du rapport de synthèse de l'actualisation du Programme pluri-annuel des activités statistiques (PPAS) 2011-2013 et (iii) la révision et la

validation du plan d'action pour 2013, ainsi que ceux de 2014 et 2015. Elle a également permis d'examiner le projet de feuille de route pour l'élaboration de la SNDS 2014-2018 dite SNDS de deuxième génération.

Projet « Modules d'initiation à la statistique à l'attention des agents non statisticiens travaillant dans les services statistiques »

Au cours de la période sous revue, AFRISTAT a poursuivi la mise en œuvre des activités du projet « Modules d'initiation à la statistique », notamment la finalisation des deux premiers modules de formation et l'examen des deux autres.

• Les modules sur « Généralités sur le travail du statisticien » et « les statistiques descriptives » sont disponibles et seront diffusés par voie électronique dans la collection « Documents de travail d'AFRISTAT » et directement auprès des

Instituts nationaux de statistique, des centres et écoles de formation statistique. Les travaux d'amélioration se poursuivent pour les modules relatifs aux « traitements informatiques des données » et « Notions d'indices des prix, de compa-

bilité nationale et de sondages ». Ces deux derniers modules de formation devraient être publiés avant la fin de l'année 2013.

Projet de publication de l'ouvrage « Pratique des sondages »

• AFRISTAT a conclu, au mois de mai 2013, un accord de session de droit de publication avec M. Julien Amegandjin pour l'édition et la diffusion de son

ouvrage intitulé « Pratique des sondages : étude de quelques sujets courants des techniques de sondage » dans la collection « Méthodes » des publications

d'AFRISTAT. L'ouvrage, actuellement à l'imprimerie, paraîtra en octobre 2013.

Projet LMIS-AFRISTAT phase II

• Suite à la recommandation de la revue à mi-parcours réalisée en septembre 2012, ACBF a prolongé jusqu'au 30 juin

2014 l'exécution du Projet LMIS-AFRISTAT phase II avec les mêmes pays bénéficiaires (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda,

Zambie). Une réallocation budgétaire a été accordée au projet pour la mise en œuvre des nouvelles orientations.

Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) COMORES

• Dans le cadre de l'exécution du contrat signé en septembre 2012 entre AFRISTAT et le projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI), M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages et M. Siriki Zanga Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, ont

effectué à Moroni, du 24 juin au 6 juillet 2013, une mission d'assistance technique à la Direction Générale de la Statistique et de la Prospective (DGSP) pour la préparation et la mise en œuvre d'une enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. La mission a permis de for-

mer des formateurs sur les concepts et les outils de collecte des données, d'améliorer le dispositif de collecte, de tirer l'échantillon des ménages et de réviser le calendrier de l'enquête.

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burkina Faso

■ Du 08 au 19 juillet 2013, M. Abdoulaye Doucouré, expert informaticien, a effectué une mission d'appui technique à l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).

Cette mission, financée par le Fonds Suédois (de Statistique Suède), a permis de faire la refonte du site Internet de l'INSD. Cinq

cadres ont pu être formés aux techniques de conception des sites Internet institutionnels. La nouvelle version du site Internet a été officiellement mise en ligne le 22 juillet 2013.

Burundi

■ Dans le cadre du contrat de prestation de service signé en juillet 2013 entre AFRISTAT et le projet de renforcement des capacités de l'administration (PRECA) du Burundi, M.

Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages a effectué, du 8 au 12 juillet 2013, une mission à Bujumbura pour le lancement des travaux de l'enquête sur les conditions de vie des ménages du Burundi (ECVMB). La mission a eu pour objectif d'introduire à l'Institut de statistiques et des études économiques du Burundi (ISTEEBU) et auprès des partenaires techniques et

financiers, l'expert résident mis à disposition par AFRISTAT. Cet expert sera chargé d'appuyer la mise en œuvre de l'enquête, de contribuer à la finalisation du document méthodologique de l'enquête et des outils de collecte, de tirer l'échantillon des zones de dénombrement et de définir le calendrier de l'enquête.

Guinée Bissau

■ Une mission conduite par M. Abdoulaye Doucouré, expert informaticien, a séjourné à l'INE de Guinée Bissau du 12 au 16 août 2013, pour le dépannage du serveur PHOENIX. Cette mission a permis de relancer la production de l'indice IHPC, qui a connu plusieurs semaines d'arrêt. La mission a profité de son passage à Dakar pour résoudre un problème d'impression des carnets qui limitait le fonctionnement du serveur PHOENIX de l'ANSD du Sénégal.

Guinée Equatoriale

■ Du 19 au 30 août 2013, une mission d'AFRISTAT conduite par M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale, s'est rendue auprès de la Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux (DGSCN) de Guinée Equatoriale avec pour objectif principal de finaliser les comptes nationaux de l'année de base 2006 et de renforcer les capacités des cadres dans les techniques d'élaboration des comptes nationaux en utilisant le système ERETES.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de travail signée en 2011 entre la Guinée Equatoriale et AFRISTAT pour des appuis techniques en statistiques, notamment en comptabilité nationale et en statistiques d'entreprises. Elle se situe dans la continuité des précédentes missions et dans la perspective pour la Guinée Equatoriale de rénover ses comptes nationaux en appliquant les concepts et principes du SCN 93. La convention prévoit la réalisation des comptes natio-

naux 2006 et 2007.

Au terme de la mission, les objectifs visés ont été atteints. En effet, la Guinée Equatoriale dispose des comptes nationaux de l'année de base 2006 élaborés avec l'outil ERETES et les capacités de l'équipe des comptables nationaux sont renforcées.

Sénégal

■ Mme Boukenem Fatima Diallo, chargée de communication et de documentation, a effectué une mission d'échange auprès de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie à Dakar, du 19 au 23 août 2013, sur l'utilisation du logiciel PMB dans la gestion d'un centre de documentation. Cette mission lui a permis de s'enrichir de l'expérience de l'ANSD dans l'utilisation de ce logiciel tant dans la gestion de base de données bibliographiques que dans la gestion des prêts du matériel informatique pour le recensement général de la population de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE).

Des recommandations ont été faites pour la mise en réseau de la base de données bibliographiques pour une meilleure diffusion.

Togo

■ Sur demande de l'Agence nationale pour l'emploi du Togo (ANPE), MM. Ousman Koriko et Madior Fall, respectivement expert en enquêtes auprès des ménages et expert en statistiques sociales, ont participé du 16 au 25 septembre 2013, à Kpalimé au Togo, à l'atelier national de renforcement des capacités pour la collecte et l'analyse de l'information sur le marché du travail. L'atelier a été organisé par le Département Observatoire de l'Emploi de l'ANPE et a enregistré la participation d'une vingtaine de cadres nationaux provenant de structures de production ou d'utilisation des statistiques sur le marché du travail. L'atelier a permis d'approfondir et d'harmoniser la compréhension des participants sur les techniques

de collecte, les méthodes de traitement, le calcul et l'interprétation des indicateurs ainsi que les techniques d'analyse des données du marché du travail.

CEMAC

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT et M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix ont séjourné à Douala (Cameroun), les 15 et 16 août 2013. Cette mission répondait à une invitation de la Commission de la CEMAC pour une revue du projet IHPC-CEMAC. Il s'est agi essentiellement d'aligner le budget de ce projet sur la nomenclature de l'Union européenne et de procéder à un réexamen du dispositif des enquêtes consommation compte tenu de l'évolution du contexte sous régional en la matière. Les échanges ont également concerné la Convention UE-AFRISTAT sur les Statistiques du commerce extérieur et des services et les Statistiques agricoles d'une part, et l'amélioration des statistiques en République Démocratique du Congo et en République démocratique de Sao Tomé et Principe d'autre part.

ENSAE

■ De par la multiplicité des intervenants et le manque de ressources propres, l'ENSAE de Dakar rencontre quelques difficultés organisationnelles et techniques dans : (i) l'implantation pilote du logiciel Kairos destiné à la gestion intégrée de l'établissement et (ii) la mise à jour de son site web. C'est dans ce contexte que M. Bertil Willotte, expert en système d'information, a effectué une mission d'appui auprès de l'ENSAE, du 24 au 28 juin 2013. A l'issue de celle-ci, une nouvelle organisation et un plan d'action ont été adoptés pour chacune des problématiques. On retiendra à cette occasion que le logiciel Kairos dispose d'un module de gestion des candidatures aux concours. Il devrait être opérationnel à partir de la rentrée académique 2013-2014.

Activités internationales

■ Du 8 au 12 juillet 2013, MM. Paul-Henri Nguema Meyé, Serge Jean Edi et Roland Frédéric Ngampana, respectivement Directeur général adjoint d'AFRISTAT, expert économiste principal et expert chargé des statistiques d'entreprises, ont pris part à Libourne au séminaire organisé conjointement par l'INSEE et AFRISTAT et dont le thème a porté sur les « Statistiques d'entreprises : méthodologie révisée des indicateurs conjoncturels d'activité et mise en œuvre dans les Etats membres d'AFRISTAT ». Ce

séminaire, ouvert aux statisticiens francophones des pays d'Afrique subsaharienne avait pour objectif global de renforcer les capacités des cadres des Etats d'Afrique subsaharienne en matière de production et de publication des indicateurs conjoncturels d'activité. Il s'agissait spécifiquement de (i) sensibiliser les participants sur les recommandations internationales en matière de production des indicateurs conjoncturels d'activité, en particulier celles des Nations unies sur les indices de volume et de prix de

la production industrielle (IPI et IPPI) ; (ii) présenter l'expérience française de production des indicateurs que sont l'indice de production industrielle, l'indice de prix de production dans l'industrie et les services, l'indice des prix des produits agricoles à la production, l'indice du chiffre d'affaires et l'indice du coût de la construction ; et (iii) animer le réseau des statisticiens chargés de la production statistique des indicateurs conjoncturels d'activité.

■ Du 14 au 17 juillet M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a séjourné à Paris (France) pour aborder des sujets de coopération entre AFRISTAT et l'INSEE. A cette occasion, des séances de travail ont été organisées avec MM. Philippe Cunéo et Antoine Frachot, respectivement Directeur en charge de la coopération internationale à l'INSEE et Directeur général du GENES. Les discussions qui se sont poursuivies avec les principaux collaborateurs de ces derniers ont porté essentiellement sur : l'examen de la situation de la coopération AFRISTAT-INSEE au cours du premier semestre 2013, l'appréciation des conclusions de la dernière réunion sur la revue Statéco et le rôle qu'AFRISTAT peut jouer dans le cadre de la remobilisation autour de cet outil de communication scientifique et technique. Les échanges ont porté aussi sur la perspective de la délocalisation en Afrique de l'organisation des concours communs d'entrée dans les écoles africaines de statistique.

■ M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale, a représenté AFRISTAT aux travaux du séminaire régional de comptabilité nationale organisé par AFRITAC de l'Ouest du 15 au 19 juillet 2013 à Cotonou (Bénin). Dans ce cadre, il a co-animé le séminaire dont le thème était « ERETES, outils d'aide à l'élaboration des comptes nationaux ».

Le séminaire a permis de renforcer les compétences des comptables nationaux des dix pays de l'AFRITAC de l'ouest (AFW) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo, pour une meilleure utilisation d'ERETES en conformité avec les SCN 1993 et 2008.

En outre, au terme de leurs travaux, et en plus des conclusions techniques, les participants à la réunion ont adopté une série de recommandations visant notamment à améliorer les conditions de formation à ERETES des comptables nationaux dans les Etats membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Concernant particulièrement AFRISTAT, il a été recommandé de réfléchir sur l'approche à adopter sur l'avenir de l'outil ERETES face au désengagement prévu des propriétaires actuels.

■ Du 16 au 19 Juillet 2013, M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, a participé à Cotonou (Bénin) à la deuxième réunion préparatoire des experts en prélude à la 4ème conférence des Ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle de l'UEMOA. Il a aussi pris part à la 4ème conférence des Ministres dont le thème central était "l'Insertion socioprofessionnelle des jeunes : stratégie et rôle du secteur privé".

■ La Première réunion du Groupe de Travail du Comité Régional de la Statistique des Etats membres de l'UEMOA s'est tenue du 23 au 26 juillet 2013 à Ouagadougou (Burkina Faso). Le Groupe de travail prépare les dossiers de la réunion du Comité Régional de la Statistique. AFRISTAT y était représenté par MM. Oumarou Elhadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, et Claude Tchamda, expert en statistiques des prix. Les principaux points inscrits à l'ordre du jour étaient : (i) l'état de mise en œuvre des recommandations de la 11ème réunion du Comité de Suivi de l'IHPC, tenue en octobre 2012 à Ouagadougou, (ii) le règlement intérieur du Comité Régional de la Statistique, (iii) la qualité de l'IHPC au sein de l'Union et (iv) le projet d'extension de l'IHPC.

■ Le Directeur Général d'AFRISTAT, accompagné de MM. Oumarou Elhadji Malam Soulé et Claude Tchamda, respectivement, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques et expert en statistiques des prix, ont participé à la première réunion du Comité Régional de la Statistique des Etats membres de l'UEMOA organisée par la Commission de l'UEMOA du 29 au 31 juillet 2013 à Ouagadougou. Les travaux ont consisté principalement en l'examen des dossiers préparés par le Groupe de travail qui l'a précédé. Le Comité a adopté son règlement intérieur et émis des recommandations sur tous les sujets examinés par le Groupe de travail. Il a par ailleurs échangé puis fait des recommandations sur la problématique du financement des concours d'entrée dans les écoles de formation en statistique au sein de l'Union.

■ La Commission de la CEMAC a organisé, du 29 juillet au 02 août 2013 à Douala, un atelier de formation sur la reconstruction des séries des comptes nationaux et leur analyse, en faveur des pays membres. Cet atelier a été organisé avec l'appui financier de la Banque mondiale, à travers l'Unité de Gestion du Projet de Renforcement des Capacités des Institutions Régionales de la CEMAC (UGRIF).

AFRISTAT, représenté par MM. Serge Jean Edi et Emmanuel Ngok, respectivement expert économiste principal et expert en comptabilité nationale, y a pris part et co-animé les travaux de cet atelier.

L'atelier a permis de renforcer les capacités des cadres de la sous-région dans le domaine de la comptabilité nationale, notamment sur :

- les techniques d'élaboration des comptes nationaux des pays membres sur une même année de référence ;
- les techniques de constitution des séries longues à travers la rétropolation et l'in-

terpolation des comptes ;

- la projection et l'analyse des comptes nationaux.

En outre, au terme de leurs travaux, et en plus des conclusions techniques, les participants à la réunion ont adopté une série de recommandations visant notamment à mettre en place des projets pour accompagner les Etats dans la mise en œuvre des différentes recommandations internationales dans le domaine de la comptabilité nationale. Concernant AFRISTAT, il lui a été recommandé d'améliorer la coordination de ses activités avec les autres partenaires techniques et financiers, afin d'aboutir à un renforcement de capacités optimal des pays.

■ M. Madior Fall a participé, du 05 au 09 août 2013, à Abidjan (Côte d'Ivoire) à l'atelier de validation et de normalisation des indicateurs de la Charte africaine de la jeunesse et de la stratégie pour le système d'information sur la jeunesse africaine. L'atelier a été organisé par la Commission de l'Union africaine en collaboration avec l'INS de Côte d'Ivoire et AFRISTAT avec le soutien financier de la Fondation Ford et du PNUD (YERP).

■ M. Emmanuel Ngok a représenté AFRISTAT et co-animé les travaux du séminaire régional de comptabilité nationale organisé par AFRITAC Centre du 05 au 09 août 2013 à Douala (Cameroun). Le thème du séminaire était « ERETES, outils d'aide à l'élaboration des comptes nationaux ».

Le séminaire a permis de renforcer les compétences des comptables nationaux des huit pays de l'AFRITAC Centre (Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Démocratique du Congo et Tchad), pour une meilleure utilisation d'ERETES en conformité avec les SCN 1993 et 2008.

Au terme de leurs travaux, et en plus des conclusions techniques, les participants à la réunion ont adopté une série de recommandations visant notamment à améliorer les conditions de formation à ERETES des comptables nationaux dans les Etats membres de l'AFRITAC Centre.

■ Mme Emilie Laffiteau, expert macroéconomiste a participé aux réunions du comité de convergence de la Zone franc du 4 septembre 2013 à Paris.

La journée a été consacrée à l'examen du rapport de convergence des régions de la Zone franc ainsi qu'à la préparation de la réunion des Ministres des finances des 2 et 3 octobre 2013.

■ A l'invitation de la Commission de la CEDEAO, M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a

représenté l'Observatoire aux réunions des comités technique et ministériel spécialisés sur les questions statistiques organisées à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 09 au 13 septembre 2013. Ces rencontres ont permis d'examiner et d'adopter le Programme régional de la statistique 2014-2018 de la Commission de la CEDEAO, de valider les mécanismes institutionnel et opérationnel du Fonds statistique, de présenter le rapport sur les activités statistiques 2013 et les projets de règlements et décisions dans différents domaines.

■ Du 9 au 13 septembre 2013, MM. Siriki Zanga Coulibaly et Roland Frédéric Ngampana, respectivement experts en analyse de la pauvreté et en statistiques d'entreprises, ont effectué une mission à Yaoundé afin de participer au processus de formation

des formateurs sur les statistiques de l'environnement et du changement climatique. Cette session qui s'est déroulée dans les locaux de l'ISSEA, est le premier des quatre faces à face qui sont programmés dans le cadre de cette formation. Au terme de la mission qui a enregistré la participation des représentants de l'ISSEA, de l'IFORD et d'autres administrations camerounaises, une première version des documents relatifs à l'introduction, à la définition des objectifs, des motifs et du groupe cible de la formation réelle a été proposée, sous l'encadrement des formateurs du cabinet Insyde.

■ Les 17 et 18 septembre 2013 à Addis-Abéba (Ethiopie) s'est tenue la réunion de lancement du Comité de pilotage du projet africain de mise en œuvre du Système de comptabilité national des Nations unies

(SCN) de 2008. M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint, a représenté AFRISTAT à cette importante rencontre. Il a également pris une part active au séminaire consacré à l'examen des défis et opportunités pour le développement de la statistique en Afrique qui s'est déroulé la veille du lancement du projet sur les comptes nationaux.

A l'issue de ces manifestations, le document de projet, les ressources qui lui sont allouées, les termes de références des organes chargés de son orientation et de sa gestion ont été examinés et adoptés. La CEA, la BAD et la Commission de l'Union africaine ont été invités à recruter, aussitôt que possible, le responsable de l'unité de gestion du projet.

Échos des instituts nationaux de statistique

Côte d'Ivoire
www.ins.ci

■ Publication des résultats de l'EDS-MICS 2011-2012

Les résultats de la troisième Enquête Démographique et de Santé en Côte d'Ivoire (EDSCI-III) combinée à l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS), ont été publiés le 12 septembre 2013 à l'occasion d'un séminaire de dissémination.

Cette troisième enquête a été réalisée par le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida (MSLS) en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INS). Elle a bénéficié de l'appui technique et financier de plusieurs partenaires nationaux et internationaux.

L'EDS-MICS 2011-2012 a permis de collecter les données nécessaires à l'actualisation des indicateurs démographiques et de santé, notamment les indicateurs sur le SIDA et le paludisme.

La collecte des données qui s'est effectuée entre novembre 2011 et juin 2012, a porté sur un échantillon de 10 413 ménages sélectionnés à l'échelle nationale.

■ 4^{ème} RGPH de la Côte d'Ivoire

L'Institut National de la Statistique prépare activement le 4^{ème} Recensement Général de

la Population et de l'Habitat (RGPH) de la Côte d'Ivoire, après ceux de 1975, 1988 et 1998.

Dans ce cadre, la cartographie censitaire a été réalisée pour le district d'Abidjan (hors zones d'extension) du 19 mars au 10 mai 2013 et du 23 août 2013 au 15 octobre 2013 pour l'intérieur du pays avec le traitement des 14 districts, 31 régions, 108 départements et 509 sous-préfectures. Celle des zones d'extension du District d'Abidjan a débuté le 19 août 2013.

Le dénombrement proprement dit de la population se fera sur l'ensemble du territoire national du 4 novembre au 3 décembre 2013. Il mobilisera environ 30 000 agents recenseurs, chefs d'équipes, contrôleurs et superviseurs.

L'innovation majeure retenue cette année 2013 est l'utilisation des TIC par le biais de la Collecte Assistée par Ordinateur (CAO) ou recensement numérique.

Notons que le coût global du RGPH 2013 de la Côte d'Ivoire s'élève à 12,013 milliards F CFA.

■ Enquêtes auprès des ménages sur la demande de transport dans le grand Abidjan (EDT-2013)

L'Institut National de la Statistique (INS) a réalisé sur un financement de l'Agence Internationale de Coopération Japonaise

(JICA), quatre enquêtes sur la demande de transport à savoir une enquête ménage, une enquête cargo, une enquête parking et une enquête transport public.

Ces enquêtes se sont déroulées du 08 juin au 13 juillet 2013 dans le Grand Abidjan composé des dix communes d'Abidjan et des communes d'Anyama, de Bingerville, de Grand-Bassam et de Songon.

Elles ont porté respectivement sur 20 000 ménages, soit 50 738 individus âgés de plus de 6 ans, 18 points de collecte, 15 parkings et 34 arrêts de bus SOTRA.

L'objectif de ces enquêtes était d'obtenir des informations sur le trafic urbain et les données nécessaires pour établir un plan d'urbanisation dans le Grand Abidjan.

■ Atelier de formation sur "statistiques et médias"

Du 11 au 13 septembre 2013, s'est tenu à l'ENSEA, un atelier de formation sur les statistiques et les médias.

Organisé par l'Institut National de la Statistique en partenariat avec Paris21, cet atelier visait à permettre aux producteurs de statistiques de maîtriser les techniques de communication en direction des médias. De façon spécifique, il s'est agi de faire dialoguer journalistes et statisticiens afin qu'ils apprennent à travailler ensemble.

Ont pris part à cet atelier, des statisticiens de l'INS, des services statistiques ministériels et des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle. Il a été co-animé par M. Daniel Byk, Consultant formateur, ex-statisticien à EURO-STAT et M. Samuel Blazyk, Coordinateur du Programme Afrique à Paris21.

Mali

www.instat.gov.ml

■ Atelier national de validation du rapport de diagnostic du système statistique national

Les 29 et 30 août 2013 à Bamako, l'Institut National de la Statistique (INSTAT) a organisé un atelier national de validation du rapport de diagnostic du système statistique national. Cet atelier a permis d'atteindre les résultats spécifiques suivants :

- le bilan de la mise en œuvre du SDS a été validé.
- l'état des lieux de chacun des secteurs a été validé.

A l'issue de l'atelier, le Système Statistique National dispose d'un rapport diagnostic pour la poursuite du processus d'élaboration du SDS deuxième génération.

Au cours du troisième trimestre, l'INSTAT a aussi réalisé d'autres activités, notamment les publications habituelles comme les bulletins trimestriels (conjonctures, commerce extérieur), des notes, les publications annuelles et semestrielles.

Sénégal

www.ansd.sn

■ Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE).

Après environ trois années de préparation, le dénombrement du recensement est programmé du 19 novembre au 09 décembre 2013. Il est précédé de certaines activités ci-dessous, exécutées ou en cours :

- la formation des Coordonnateurs TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) organisée du 05 au 19 août 2013 à l'amphithéâtre de l'ANSD. Les coordonnateurs TIC sont chargés d'assister, sur le terrain, les autres acteurs (coordinateurs techniques, superviseurs, contrôleurs et agents recenseurs) dans l'utilisation des équipements informatiques et la mise à jour des applications de collecte et de transmission des données ;
- la formation des coordonnateurs techniques régionaux (CTR) menée du 12 au 28 août 2013 à Dakar (siège ANSD) et concerne tous les CTR titulaires comme

suppléants (34 au total). Cette formation est très déterminante pour la qualité des formations des superviseurs et celle des agents recenseurs car ce sont ces CTR qui sont chargés de former les superviseurs au niveau régional ;

- la formation des superviseurs qui se déroule depuis le 19 septembre pour une durée de 20 jours au niveau des 14 capitales régionales. C'est une phase extrêmement importante car de son succès dépend celui du recensement. En effet, ce sont les superviseurs qui sont chargés de former tous les contrôleurs et agents recenseurs à partir du 18 octobre prochain ;
- le déploiement et l'organisation de la logistique sur le terrain est un des enjeux majeurs de cette opération. Depuis le 20 août 2013, tout le matériel de terrain est en train d'être déployé au niveau des capitales régionales et départementales : PDA, matériels d'enquête, manuels, sacs DR, etc ;
- le lancement officiel de la campagne de communication du recensement par Monsieur le Président de la République a été retenu pour la date du lundi 30 septembre 2013. Cette journée sera suivie d'une série d'activités de communication et de sensibilisation jusqu'au dénombrement : communication media, télé et radio, internet, caravanes et roads-show, forums régionaux, etc.

Par ailleurs, dans le cadre des échanges d'expérience sur l'utilisation des PDA dans la collecte du recensement, l'ANSD a accueilli, du 2 au 6 septembre 2013, une mission l'INSD du Burkina Faso.

■ Publication des résultats de la première phase de l'Enquête Démographique et de Santé continue (EDS-continue)

L'ANSD a organisé, le jeudi 12 septembre 2013 à Dakar, l'atelier de présentation des résultats de la première phase de l'EDS-continue. Cet atelier est suivi d'un autre consacré à la formation des journalistes dans le but de leur expliquer les objectifs de l'EDS-Continue et de leur faciliter la compréhension de ces données afin qu'ils puissent mieux les utiliser dans leurs reportages.

Pour rappel, cette enquête EDS-Continue, fait suite aux EDS de 1986, 1992, 1997, 2005 et à l'EDS-MICS 2010-2011. Au sortir de l'édition 2011, le Sénégal s'est engagé dans la mise en œuvre d'un programme quinquennal d'enquête démographique et de santé dans lequel des phases de collecte de données sont répétées à des intervalles réguliers et annuels. L'EDS-Continue comporte un volet traitant de la production d'indicateurs sociodémographiques (Volet ménages) et un autre visant à apprécier la disponibilité

des ressources matérielles et humaines ainsi que la qualité des soins offerts par les services de santé aux populations (Volet établissements de santé). L'EDS Continue 2012-2013 a porté sur deux cibles : les femmes de 15-49 ans et les enfants de 0-59 mois. Elle couvre l'ensemble du territoire et porte sur un échantillon national stratifié d'environ 4 400 ménages. La collecte de la première phase a été réalisée sur une période de 9 mois (du 15 septembre 2012 au 15 juin 2013) au moyen de Tablettes PC. Après validation des données sur le terrain, les fichiers ont été transférés au bureau central de l'ANSD à Dakar, compilés et traités sur un ordinateur central. Ce qui a permis de sauter l'étape de la saisie et d'abréger la période de l'apurement et ainsi sortir les résultats dans un délai court après la fin de la collecte.

■ Enquête Nationale sur les Petites et Moyennes Entreprises (ENPME)

La collecte des données de l'Enquête Nationale sur les Petites et Moyennes Entreprises (ENPME) entamée depuis mai 2013 se poursuit au niveau des régions. La saisie des données a démarré pour une durée de 35 jours ouvrables. L'objectif de cette opération est de disposer d'informations fiables sur leur répartition géographique et sectorielle, leur contribution à la création de richesse et à l'emploi, leurs difficultés, etc.

■ Autres activités

Durant ce trimestre, l'ANSD a procédé à la production et à la diffusion de 23 publications mensuelles, trimestrielles et annuelles portant sur les prix à la consommation, la production industrielle, les prix à la production industrielle, le commerce extérieur, les statistiques économiques, les repères statistiques et le PIB trimestriel.

Toutes ces productions sont librement accessibles sur le site web de l'ANSD.

Réunions, ateliers et séminaires

LLA N° 66  OCTOBRE 2013

Paris, 02 octobre 2013

23^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres d'AFRISTAT

Ouagadougou, 7-8 octobre 2013

Atelier d'échanges sur les procédures administratives et financières de la Commission de l'UEMOA à appliquer à la gestion du projet d'extension de l'IHPC

Douala, 7-11 octobre 2013

Séminaire de conjoncture économique du 2^{ème} semestre Afrique Centrale

Douala, 14-18 octobre 2013

Séminaire annuel de comptabilité nationale

Dakar, 17-19 octobre 2013

Réunion sur le projet du Plan stratégique 2014-2018 de l'institut des statistiques de l'Union africaine

Yaoundé, 21-25 octobre 2013

Atelier régional de validation de l'étude d'élaboration du modèle de cadrage macroéconomique de la Commission de la CEMAC

Ouagadougou, 7-8 novembre 2013

Conférence Régionale sur l'intégration économique régionale

Ouagadougou, 11-15 novembre 2013

Séminaire de conjoncture économique du 2^{ème} semestre Afrique de l'Ouest

N'djaména, 19 novembre 2013

15^{ème} Réunion du Comité d'Orientation de l'AFRITAC Centre

Lomé, 22 novembre 2013

22^{ème} Réunion du Comité d'Orientation de l'AFRITAC de l'Ouest

Paris, 18-22 novembre 2013

Atelier de formation des experts d'AFRISTAT sur les techniques de sondage

Rabat, 4-7 décembre 2013

23^{ème} session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Serge Jean EDI, Siriki Zanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou ELHADJI MALAM SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739